

SOUDAN

**Amnesty International cherche à obtenir
que l'Union africaine apporte son soutien
pour que la situation dans le pays soit
soumise à la Cour pénale internationale**

Index AI : AFR 54/020/2005

ÉFAI

Vendredi 11 février 2005

International, à l'adresse suivante :
[http://web.amnesty.org/library/Index/ENGIO
R630012005](http://web.amnesty.org/library/Index/ENGIO
R630012005). ●

Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le Service
de presse d'Amnesty International à
Londres, au +44 20 7413 5566, ou
consulter le site <http://www.amnesty.org>

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International a écrit au président de l'Union africaine, le président du Nigéria Olusegun Obasanjo, pour le prier instamment d'appuyer la soumission, par le Conseil de sécurité à la Cour pénale internationale, de la situation au Soudan.

Ceci est d'autant plus urgent que le gouvernement soudanais continue de minimiser l'importance des violations des droits humains et des crimes de guerre commis lors des récents conflits. Le premier vice-président du Soudan, Ali Osman Taha, a rejeté alors qu'il s'adressait il y a quelques jours au Conseil de sécurité, l'éventualité d'un recours à un tribunal extérieur au Soudan, tandis que le dirigeant du Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS), John Garang, aurait déclaré que les questions relatives aux atteintes aux droits humains et aux crimes de guerre devaient venir après les initiatives pour la paix et l'aide.

Amnesty International demeure convaincue que l'on ne trouvera pas de solution à long terme aux conflits qui déchirent depuis longtemps le Soudan si on ne cherche pas d'abord à rendre justice aux victimes de ces crimes. L'organisation pense également que la Cour pénale internationale est le meilleur moyen d'y parvenir. La commission d'enquête nommée par le Conseil de sécurité en est arrivée à la même conclusion dans son rapport.

Les conflits qui déchirent le Soudan depuis vingt et un ans ont fait plus de deux millions de morts et provoqué le déplacement de six millions de personnes ; des milliers de femmes et d'enfants ont été enlevés et violés, et des centaines de villages détruits. Pourtant, pas un seul responsable présumé de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité n'a été, pour autant que l'on sache, traduit en justice au Soudan.

Vous pouvez consulter la lettre envoyée au président Obasanjo sur le site d'Amnesty